

Cahiers de

l'humanisme libertaire

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Février 1968 — Nouvelle série - N° 141 — ABONNEMENT ANNUEL : 8 F — LE NUMERO : 0,70 F

L'ÉTOUFFOIR TOTALITAIRE

Parce qu'ils protestèrent en des écrits forcément clandestins contre la condamnation de Daniel et Simiavski, trois jeunes écrivains et leur secrétaire viennent d'être condamnés à la prison par le tribunal de Moscou. Comme l'affaire avait fait quelque bruit en Occident, des protestations s'étant élevées, ils furent jugés sans que la presse étrangère ni le public ne pussent assister aux débats. Les journalistes se virent refuser une entrée qu'on accordait, au même moment, dans un procès similaire à Madrid, où près de cinq cents personnes occupaient les sièges réservés au public. Parmi elles, des avocats de diverses nationalités, des correspondants de la presse mondiale, même un représentant de la C.G.T. française.

Comme à l'accoutumée (cela remonte à Lénine et Trotski), on fabriqua des accusations ayant pour but de discréditer moralement les prévenus. Ce qui était critique d'une condamnation injuste devint complot contre le régime avec l'étranger. Et les condamnations furent prononcées, comme un défi.

Nous n'en sommes pas surpris. Mais nous trouvons cela inquiétant. Après la mort de Staline, on pouvait espérer que la libéralisation relative qui semblait se produire s'élargirait. Et s'il est vrai qu'on ne compte « que » 80 000 prisonniers environ au lieu de quinze millions en 1953, dans les camps de concentration, la liberté n'a pas fait un seul pas, et ne semble pas devoir le faire.

L'appareil implacable de la tyrannie la plus absolue continue de peser sur 225 millions d'hommes. L'étouffoir totalitaire qui fait de la Russie un bagne n'est pas ébranlé. La formation bureaucratique-policière (il y a autant de policiers qu'auparavant) maintient sa domination, et elle peut à nouveau, selon le caprice ou l'habitude d'un nouveau despote, ressusciter les horreurs du stalinisme.

En attendant, non seulement la Russie, mais toutes les nations satellisées — Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Bulgarie,

LA CRISE ANGLAISE

L'Angleterre n'est pas au bout de sa crise. C'est la pensée non seulement du général de Gaulle, qui se sert de ce prétexte pour empêcher l'entrée d'Albion dans la Communauté européenne (avec l'Allemagne elle aurait plus de force que la France et y exercerait une plus grande influence), mais aussi celle de commentateurs clairvoyants comme Raymond Aron. Et l'on se demande si Wilson a échafaudé un moyen pour s'en sortir, fût-il à base de palliatifs. A vrai dire, il n'y paraît pas.

Car l'entrée dans le Marché Commun pourrait constituer un succès diplomatique ou politique, elle ne remédierait pas aux difficultés économiques d'un pays dont l'économie, dominée par l'industrie d'exportation, est en quelque sorte artificielle. Il y eut une époque où l'Angleterre, qui s'était avancée sur le reste du monde quant à son développement industriel, put vivre de l'échangisme international dans lequel elle avait, naturellement, pris la meilleure part. Achat de matières premières, vente de produits finis : la première opération permettait des bénéfices que la deuxième réalisait. Mais tant d'autres nations se sont développées, ont créé à leur tour des industries, sont devenues exportatrices, que l'Angleterre a vu ses marchés se réduire ; d'autre part, cette concurrence internationale ne lui permet pas de continuer à imposer des prix aussi rémunérateurs que ceux qu'elle imposait autrefois.

Roumanie, Albanie vivent sous ce totalitarisme, baillonnées par la terreur. L'Estonie, la Littonie, la Lituanie sont « digérées » par le même régime. Et s'il arrivait que la Chine et l'U.R.S.S., se mettent d'accord quant aux questions de frontières qui les divisent, l'Europe entière ne tarderait pas à y passer. Après, ce serait le reste du monde.

Alors, tant d'aveugles qu'une propagande bien orchestrée égare, comprendraient ce que c'est qu'avoir perdu la liberté.

Mais il serait trop tard.

Puis les dominions se sont émancipées ; et le marché financier de Londres n'a plus, proportionnellement, l'importance qu'il avait au siècle dernier. Les ressources classiques du capitalisme ont diminué.

En même temps, l'habitude d'un certain standard de vie a été prise. Il est vrai que la part des privilégiés s'est considérablement réduite, ce qui devrait être étudié de près, mais celle des salariés ayant augmenté, la consommation d'ensemble aussi a augmenté. Et l'on peut dire que l'Angleterre « vit au-dessus de ses moyens ».

Le peuple anglais ne s'y résigne pas. Mais comment faire autrement quand on n'a pas le courage de prendre ses responsabilités historiques ? Il faut en supporter les conséquences. Et la comédie à laquelle se livrent les syndicats est à ce sujet aussi comique que lamentable. Tantôt nous les voyons exiger des augmentations de salaires qui sont pratiquement impossibles (à moins de mener à une déflation) dans la situation actuelle ; tantôt nous les voyons, lorsque les explications sont données dans les congrès des trade unions, baisser pavillon et reculer dans leurs exigences.

L'Angleterre est arrivée à une période dans laquelle elle doit se résoudre à se serrer quelque peu la ceinture. L'Angleterre du peuple, s'entend. Nous avons déjà dit, et nous répétons, quitte à provoquer l'indignation de ceux qui se paient de mots sonores, si classiques soient-ils, qu'arrivé à un certain seuil, le capitalisme ne peut plus, selon la richesse de chaque pays, aller au-delà de ce qu'il donne. Car de par le système qu'il constitue, la production est grippée, limitée dans ses possibilités d'expansion. Alors, il faut ou changer le système, ou ne pas continuer à augmenter la consommation par l'augmentation des besoins — aspect révolutionnaire de l'économie que Marx n'avait pas prévu.

Ces constatations inciteront-elles à changer l'esprit des salariés, de leurs syndicats ? Nous l'ignorons. Mais ce dont nous sommes certains, c'est que toutes les critiques, même les plus véhémentes, ne changeront rien si au pays des pionniers de Rochdale, on ne s'engage pas dans une voie qui dépasse le capitalisme — et même l'étatisme nationalisateur qui ne fait qu'augmenter les charges fiscales au détriment de l'économie d'ensemble.

UNE CERTAINE FRANCE ÉTERNELLE ...

Gaston LEVAL.

Sous le titre général de 1968, année de l'Europe, le *Figaro* du 29 décembre a publié différents reportages faits à des chefs de gouvernement européens en ce qui concernait l'avenir immédiat de l'organisation européenne. Parmi ces reportages, qui remplit deux pages, l'absence de déclarations du chancelier Kiesinger surprenait le lecteur, et le responsable de cette enquête, Roger Massin, en donnait l'explication suivante — explication trop grave pour être inexacte, et qui du reste n'a pas été démentie. Le problème, pour l'homme d'Etat allemand, « se ramène à un choix déchirant. Il ne l'ignore pas pour l'excellente raison que le général de Gaulle lui a mis le marché en main. C'était au début de 1967, le 13 janvier pour être précis. Le Président de la République et le chancelier parlaient à l'Élysée de la candidature britannique. Le général de Gaulle ne mâcha pas ses mots. Si, déclara-t-il en substance, les Six voulaient considérer les Anglais comme ils se considèrent eux-mêmes, c'en serait fini de la cohésion, et quant à la coopération franco-allemande elle serait automatiquement terminée, et la France et l'Allemagne seraient automatiquement séparées ».

La situation est donc claire. De Gaulle et son gouvernement ne veulent à aucun prix de l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'organisation européenne. Nous le savions déjà, mais la façon brutale, qui tient du diktat, dont celui qui exerce le pouvoir en France impose à l'Europe sa volonté dépasse tout ce que l'on pouvait supposer (1).

Cette attitude qui ne fait que confirmer le rejet antérieur de l'adhésion de l'Angleterre, a du reste été corroborée immédiatement par les déclarations de Pompidou faites lors de l'enquête du *Figaro*. Celui-ci n'hésita pas à déclarer : « ou bien l'on ira vers une dissolution progressive de l'Europe des Six, ou bien on ira vers un ensemble homogène, économiquement et politiquement ».

La deuxième partie de l'alternative indiquée est une malice cousue de fil blanc. Vieille ruse de tous les hommes d'Etat manœuvriers de l'histoire que promettre des possibilités ou proposer des perspectives opposées à ce qu'ils poursuivent en fait, à ce qu'ils sont même en train de réaliser. De Gaulle s'est, jusqu'à maintenant, opposé, même pour les Six, à une certaine intégration politique qui, pour insuffisante qu'elle soit de notre point de vue, constituerait néanmoins un grand pas dans ce vieux continent, millénairement torturé et ensanglanté par les guerres entre nations. Or, quand il était dans l'opposition, de Gaulle commença par combattre obstinément cette entreprise. Devenu chef d'Etat, il l'a acceptée, à condition que l'association ne dépasse pas « l'Europe des patries », c'est-à-dire qu'elle laisse subsister les divisions territoriales et politiques traditionnelles qui furent et seront toujours des causes d'hostilités, de discordes, de nouveaux conflits.

Devant l'état d'esprit public qui penche vers une entente réelle, il lui est impossible de s'opposer catégoriquement aux initiatives venues d'autres nations et répondant à une aspiration latente de la majorité de l'opinion publique. Mais il est des moyens de céder en apparence sans céder en réalité. Le chef d'Etat a, en plus de l'Europe des patries, choisi la *Confédération* européenne. Pour la majorité des gens, confé-

dération ou fédération se valent, il ne faut donc pas discuter sur les mots. En réalité, il s'agit là de deux choses très différentes. La fédération implique une union organique dans laquelle, s'agissant par exemple de l'Europe, les nations constituantes accepteraient les décisions prises à la majorité, et les appliqueraient comme une pratique dans laquelle ceux qui aujourd'hui se trouvent en minorité sur une question feront partie demain des majoritaires sur une autre. Cette tolérance mutuelle est indispensable à la vie et à la survie de l'organisation constituée, plus encore lorsque l'on veut construire « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ».

En échange, la confédération implique l'autonomie organique de chaque nation, et le droit pour chacune d'elles de ne pas accepter les résolutions prises à la majorité. Elle permet l'exercice permanent du « veto », si bien que la France, ou toute autre nation pourrait, quand bon lui semblerait, empêcher l'application des décisions prises.

Il s'ensuivrait une impossibilité pratique d'activités coordonnées, une paralysie empêchant de parler sérieusement de l'Europe comme une entité vraiment constituée, une possibilité permanente de sabotage.

Les conséquences de l'application du « veto » ont été montrées par l'U.R.S.S. depuis la fondation de l'O.N.U. Des centaines de fois Moscou a pu torpiller l'activité de cette organisation dont les initiatives auraient été bien souvent utiles. Et c'est par l'application du « veto » que la France — officielle, bien sûr — vient d'empêcher, contre la volonté des cinq autres puissances, d'entamer des pourparlers avec l'Angleterre pour examiner les problèmes posés par sa demande d'adhésion, à ces pourparlers.

✱

Le sort de l'Europe, en tant qu'entité politique unifiée, dépend donc de la France, et du gouvernement qui est censé la représenter. Déjà, un pas en arrière avait été fait par l'attitude de ce pays après la fin de la Seconde Guerre mondiale. A ce moment, des hommes comme le grand historien Pirenne prévoyaient la création d'une Communauté atlantique qui aurait englobé d'une part toute l'Europe, avec les Etats-Unis et les nations d'Amérique centrale et du Sud qui eussent voulu s'y rallier ainsi que les dominions de l'Angleterre, le tiers monde n'étant pas encore constitué. L'attitude de la France a fortement joué contre la formation de ce bloc qui eût été un pas des plus importants vers l'unification mondiale. Il n'est plus question de Communauté atlantique, et même la politique gaulliste, conforme en cela à la politique moscovite, a scindé en deux des forces qui auraient pu parvenir à certaine unité.

✱

La France, toujours considérée comme entité politique jouant un rôle dans la marche du monde, se dresserait-elle comme un facteur de désagrégation ou de discordes européennes et mondiales ? Il est permis de répondre affirmativement. Elle s'oppose aujourd'hui à l'organisation européenne malgré la condamnation universelle. Mais si nous nous souvenons du rôle qu'elle a joué après la Première Guerre mondiale, nous trouvons bien des points comparables qu'il est utile d'examiner.

Quiconque a suivi les événements politiques mondiaux après la signature du Traité de Versailles sait que ce pays porte une responsabilité énorme quant à la tournure prise, de 1919 à 1939, par les événements européens, et quant à la Seconde Guerre mondiale qui en fut la conséquence.

Il ne faut jamais oublier que Hitler et le triomphe de l'hitlérisme furent engendrés par le Traité de Versailles, et le Traité de Versailles, en ce qu'il eut d'écrasant pour l'Allemagne de Weimar, alors démocratique, le Traité de Versailles qui condamna à la famine et à une misère atroce une population de soixante millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui suscita la réprobation du monde entier, fut avant tout l'œuvre d'une certaine France, incarnée par Clemenceau, Tardieu Poincaré et tous les hommes politiques conservateurs, radicaux, et radicaux-socialistes de l'époque. L'Angleterre même s'efforça, inutilement, d'en atténuer la rigueur, et la campagne alors déchainée par la presse française contre les Etats-Unis qui firent de leur mieux pour aider la nation allemande dont l'effondrement fut une des causes de la crise mondiale qui éclata en 1929, ou du moins de l'intensité de cette crise, fut simplement abjecte.

Mais ce n'est pas tout. Le Traité de Versailles contenait un article où on lisait ceci : « l'Allemagne doit consentir à un désarmement qui sera le prélude du désarmement général des nations alliées » (2). L'Allemagne consentit (elle ne pouvait du reste pas faire autrement). Mais au lieu de désarmer, la France réarma aussi intensément qu'elle le put. Elle organisa, avec la Belgique, la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie une force militaire qui encerclait l'Allemagne et donnait au militarisme européen une impulsion nouvelle. Wilson, le président des Etats-Unis, avait, au moment de l'entrée en guerre de cette nation aux côtés des Alliés, formulé les quatorze points qui devaient constituer la base des rapports internationaux après la victoire sur les Empires centraux.

Parmi ces quatorze points, que la France avait acceptés, figurait la Société des Nations grâce à laquelle les participants pratiqueraient, dorénavant, une entente et une solidarité qui permettraient de régler juridiquement et par arbitrage, les difficultés pouvant surgir entre eux. Mais dès les premiers moments, les rivalités entre les nations victorieuses (Angleterre, France, Italie surtout), rendirent impossible la réalisation de ce qui était alors, et pour beaucoup, un idéal.

On pourra dire, et nous l'admettons, que cela était inévitable en régime capitaliste. Toujours est-il que là encore, par ses prétentions politiques internationales, par ses exigences, ses intransigeances, sa volonté d'hégémonie continentale, la France, s'avança de beaucoup sur ses alliés de la veille et contribua, plus que toutes les autres nations à la fois, à ce que la Société des Nations ne fût plus que la caricature de ce que Wilson avait préconisé. Aussi, après s'être battu inutilement contre ceux qui s'étaient transformés en ses adversaires, celui-ci retourna-t-il aux U.S.A., où il lui fut impossible d'arracher au Sénat la ratification de l'adhésion à la Société des Nations. Et il mourut désespéré.

Mais la France faisait la loi en Europe, directement ou selon les régions, par

pintermédiaire de ses alliés. L'Allemagne, écrasée économiquement, connaissait une famine permanente (3), l'Autriche était réduite à une misère qui apitoyait et soulevait le monde. A Berlin, les gauches politiques échouaient les unes après les autres, ce qui poussait à chercher dans les programmes du centre d'abord, puis des droites conservatrices des solutions ou des expédients condamnés à l'insuccès. Tandis qu'à Genève, à la Société des Nations, Stressemann, ministre allemand des Affaires étrangères remarquable par son intelligence et réconciliateur sincère entre la France et l'Allemagne, s'efforçait opiniâtement de trouver des chemins d'entente, les porte-parole des gouvernements français bloquaient systématiquement toutes les initiatives tendant à ce but, car leur application aurait eu pour conséquence la diminution de l'emprise exercée sur l'Europe.

Un des épisodes les plus caractéristiques se situe, si nous avons bonne mémoire, en 1925. Mac Donald, alors leader des travaillistes, était chef du gouvernement anglais. Avec un certain nombre de petites nations, elles aussi fatiguées de guerres, et dans une certaine mesure, de la domination française, il était arrivé à constituer à la Société des Nations une majorité, exigüe, mais suffisante, et qui demandait, sinon le désarmement intégral, tout au moins un désarmement très poussé, engageant la politique européenne et mondiale sur des chemins nouveaux. Le monde entier était dans l'expectative devant la séance historique annoncée. Cette fois, la France semblait bien devoir être battue, au profit de la paix. Elle ne le fut pas cependant. Car son représentant, Edouard Herriot, prononça un discours éloquent, émouvant, lyrique, sentimental et patriotard dans lequel il rappelait que la France avait été envahie quatre fois en un siècle, que les armées allemandes avaient occupé son territoire, etc., etc. Et il parvint à déplacer un nombre suffisant de voix pour que la proposition anglaise ne passât pas.

Pourtant Herriot, et avec lui Clemenceau, ni Poincaré, ni d'autres hommes politiques du même acabit n'étaient pas, quoique en disent des explications trop faciles et trop sommaires « des agents du capitalisme », des instruments du Comité des Forges, des stipendiés de Schneider et du Creusot, mais des revanchards, des nationalistes, imprégnés de haine antiallemande ou anti-étrangère, et d'ambitions impérialistes. Cette mentalité, il faut bien le dire, fut une des caractéristiques de l'opposition libérale, et même républicaine tout au long de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. N'oublions pas que si la France déclara la guerre à l'Allemagne en 1870 (ce que Herriot s'était bien gardé de rappeler à Genève, comme il se garda bien de rappeler que les deux invasions de 1814 et de 1815 avaient été la réplique de nations excédées d'avoir, pendant quinze ans, été mises à feu et à sang par les armées napoléoniennes) ce fut aussi par les exigences de la gauche qui, faisant bêtement le jeu de Bismarck, manifestait, réclamait, exigeait la guerre dans les rues de Paris, tandis que Thiers, le conservateur, s'opposait alors à cette sottise.

La politique française fit en Allemagne, le jeu du nazisme naissant. En quelque sorte, elle l'a fomenté. C'est surtout en exploitant le sentiment de révolte d'une partie de la population devant la misère (cinq millions de chômeurs en permanence), et les humiliations incessantes auxquelles la France condamnait l'Allemagne, devant l'impossibilité de sortir du marasme général dans lequel le pays était plongé, qu'Adolf

Hitler trouva des partisans. Dans toute situation de ce genre apparaissent des désespérés qui cherchent des remèdes désespérés, et des démagogues, des forces qui pour des raisons différentes, mais convergentes, les suivent (4) ; des réactions continuelles se produisent. La longue suite des échecs des partis de gauche — socialistes, libéraux et centre, catholiques non fascistes, conservateurs non hitlériens — conduisait aux seuls recours que, les sociaux-démocrates rejetant les solutions révolutionnaires, des gens de plus en plus nombreux envisageaient ou acceptaient. Les hommes de droite, les réactionnaires dans l'âme, auparavant écartés de la politique, se regroupèrent avec les forces du capitalisme, réactionnaires ou non (5). Les besoins vitaux s'imposaient aussi. Hitler devient chancelier d'Allemagne en 1933. Cette année-là, comme conséquence des entraves imposées à son économie l'Allemagne produisit 7 617 000 tonnes d'acier. Six ans plus tard, elle en produisait 23 733 000. Le reste de l'économie était mis en marche dans la même mesure que cette industrie-clé. Hitler montrait par des faits, en rejetant le carcan qui faisait peser la politique française, qu'on ne pouvait traiter que par la force avec l'impérialisme de ce côté du Rhin. (6).

Certes il avait d'autres buts et d'autres intentions qu'il ne cachait du reste pas. Mais le meilleur instrument de son triomphe fut cette sottise, cette volonté française de domination européenne qui poussa vers lui, inévitablement, une partie croissante de la population allemande chez qui nos gouvernants avaient éveillé ou exacerbé le nationalisme.

Aussi, jusqu'à 1933, qui, répétons-le, est celle de l'ascension hitlérienne au pouvoir, le monde entier était-il braqué contre la France qu'il accusait d'être l'agent de discordance numéro un de l'humanité entière. Après le triomphe du nazisme seulement, les prises de position changèrent en faveur non pas spécifiquement de la France, mais de la liberté sur laquelle pesait une menace autrement terrible que celle de l'impérialisme français lui-même.

Cette situation explique pourquoi le peuple nord-américain était en 1939-1940, rétif à l'entrée en guerre des Etats-Unis du côté de la France envahie « pour la cinquième fois en un siècle ». Il avait suivi, mieux que le peuple français, conditionné par la presse et par ses politiciens, les péripéties de la politique internationale ; il savait que l'invasion des armées allemandes n'était que la conséquence de la politique de force et de spoliation que Paris avait exercée implacablement contre la nation allemande. Il se rappelait l'échec du Traité de Versailles et de la S. des N. Et c'est hypocrisie pure que lui reprocher d'être entré tard dans la bataille. Mais nos gouvernants excellent à créer des situations dans lesquelles ils s'enlisent, et à amener, ensuite l'univers pour qu'il vienne au secours de la France, puis, avant triomphé grâce à cette aide universelle, à exploiter la victoire commune pour créer à nouveau une nouvelle situation impossible.

On peut se demander si la politique actuelle du chef de l'Etat ne continue pas la tradition. A cette question nous ne pouvons que répondre affirmativement. De Gaulle et ses partisans font leur politique internationale contre le courant intégrateur de l'Europe, après l'avoir menée contre le courant intégrateur atlantique. C'est la seule façon dont la France, dans son splendide isolement, peut jouer un rôle mondial — à côté d'autres rôles mondiaux qui ont une

tout autre importance. On ne fait rien de constructif, mais on sabote ce qui se fait. On tend la main à ceux que l'on dénonçait lorsqu'on rappelait que les troupes de l'armée rouge étaient à deux cent cinquante kilomètres de la frontière française, et que l'on traitait de séparatistes les communistes, qui maintenant applaudissent des deux mains la politique élyséenne. On fait la cour à Moscou pour faire pièce à Washington. L'important est de jouer un grand rôle. Naturellement on invoque la défense de la paix, ce qui n'empêche pas les gouvernants moscovites de continuer à perfectionner leurs armements, à multiplier les bombes atomiques et à armer les nations arabes dans un but éminemment pacifique, bien sûr. Un des éléments de cette politique tranquillisante vient d'être révélé par un article publié dans la *Revue de défense nationale*, et signé par le capitaine de frégate Lauru, qui nous fait savoir que la Russie a distribué aux nations riveraines de la Méditerranée qui lui sont favorables, dont l'Egypte, une quarantaine de vedettes lance-fusées représentant une centaine de rampes de lancement, et qui bouleversent même contre la France la situation militaire en Méditerranée.

Les acrobaties gaullistes contribuent à cette complication incessante dont on peut tout craindre pour l'avenir. Mais, au fond, sont-elles seulement gaullistes ? Il est impossible de l'affirmer. Elles continuent une politique traditionnelle, et il n'est nullement certain que si l'opposition montait au pouvoir une partie de ses membres ne s'associerait pas à la minorité gaulliste, encore très importante, pour continuer à faire entendre le chant et à montrer les ergots du coq gaulois (7). En ce sens, la politique étrangère actuelle n'est pas excensionnelle. Il y a bien, même parmi les gaullistes, des gens qui ne sont pas d'accord, ou tout à fait d'accord ; presque toute la presse, à la différence de ce qui se passait hier, fait des réserves, ou critique. Mais il y a aussi une certaine France éternelle, qui n'est pas celle de la Révolution ni de la liberté, incurablement contaminée de nationalisme et d'impérialisme aigus.

Et jamais on ne sera assez sur ses gardes contre ses méfaits.

(1) N'oublions pas que l'ex-chancelier Erhard, révélé récemment que le général de Gaulle lui avait proposé de partager, avec l'Allemagne, la direction de l'Europe.

(2) Quelques mots de ce texte, que nous n'avons pas en ce moment sous les yeux, peuvent être différents. Mais le sens (désarmement allemand prélude au désarmement général), est exactement ce que l'on a lu.

(3) Nous ne pouvons reproduire toutes les statistiques qui seraient nécessaires pour tracer un tableau suffisant de la tragédie économique allemande. Mais voici quelques éléments des répercussions sociales de cette tragédie, en l'année 1933. A conséquence de l'affreuse misère subie par la population, on comptait en Allemagne 100 000 épileptiques, plusieurs millions d'anormaux ou de semi-fous, une quantité égale de débilés mentaux, d'aveugles et de sourds-muets ou de malformés physiques. Soixante-dix pour cent de l'ensemble de ces cas étaient d'origine héréditaire, c'est-à-dire atteignant surtout les enfants et les jeunes gens, comme conséquence de la misère physiologique soufferte par les parents.

(4) C'est ainsi que, pour ne pas être moins démagogues qu'eux, les communistes proposaient aux nazis, en plein Reichstag, une alliance contre l'impérialisme français.

(5) Il y eut aussi, ce que l'on escamote trop, une opposition capitaliste. Ainsi Thyssen, le magnat de la Ruhr, refusa son aide et son adhésion à l'hitlérisme. Il dut s'enfuir d'Allemagne et toutes ses usines furent confisquées par le régime.

(6) Il n'en fut que plus coupable d'avoir déchainé cette guerre, qui fut avant tout son œuvre, car de par sa politique l'Allemagne pouvait très bien rétablir sa situation économique sans avoir recours aux armes.

(7) La preuve en est que le Sénat, opposateur acharné du gaullisme, vient de rectifier la politique officielle de la force de frappe. Il y a du reste longtemps que certains leaders du centre gauche et de gauche ont prévenu qu'il ne serait pas question de revenir sur l'armement atomique dans le cas où de Gaulle et ses amis seraient éliminés du pouvoir. Seuls sans doute continueraient de s'y opposer les communistes, mais non pour des raisons pacifistes.

L'ENFER CUBAIN DES CHIFFRES REVELATEURS

Après avoir applaudi au triomphe des forces antibattistes, triomphe aussi — non exclusif, ce qu'il ne faut jamais oublier — de Fidel Castro, nous avons dû, assez rapidement, signaler le danger de l'orientation prise par ce dernier, qui après avoir affirmé que le succès obtenu ne devait rien aux communistes cubains, et que le marxisme, parce qu'il ignorait la liberté de l'homme, n'entraîne pas dans les vues reconstructives du nouveau régime, fut rapidement, grisé par le pouvoir, et par ses ambitions de domination. Alors, ne pouvant devenir maître de la situation que par l'établissement d'une dictature, et le seul parti susceptible de se prêter à son établissement étant le parti communiste, il se rapprocha de ceux qu'il avait combattu.

D'autre part, ce parti ne pouvait espérer s'emparer du pouvoir qu'en utilisant l'ascendant que, maître consommé dans l'art de la démagogie, Castro avait conquis sur les foules. Il y eut là un double jeu où chacun trompa l'autre, où plus exactement les deux s'efforcèrent de se tromper. Les communistes auraient bien attaché Castro à leur char, mais celui-ci ne se laissa pas faire. Castro aurait bien roulé les communistes, mais ils étaient aussi malins que lui. Il fit cependant leur jeu, dans la mesure où cela lui permettait d'obtenir les bonnes grâces de la Russie ; puis en dosant d'abord, ouvertement ensuite, il fit le jeu de Moscou rectifiant ses affirmations premières, proclamant même qu'il avait toujours été marxiste...

Naturellement, Moscou profita de l'aubaine et appuya le dictateur en freinant l'impatience de ses agents. Castro put même, à plusieurs reprises, attaquer les militants communistes cubains, et obliger certains d'entre eux à partir du pays. Tout lui était permis, puisqu'il était pour l'U.R.S.S. un instrument précieux sur l'échiquier international. Et il alla même jusqu'à provoquer, en acceptant, et en sollicitant tout à la fois l'installation de rampes de lancement contre les Etats-Unis, une situation qui eût pu déchaîner une guerre mondiale, si Kennedy n'avait pas fait face avec courage au danger imminent brusquement apparu. On sait que lorsque Krouchtchev décida de retirer les fusées de gros calibre envoyées à Cuba, Castro protesta, car il était bien décidé à la guerre.

Mais, comme Mussolini parvint, entre les deux guerres mondiales, à extorquer pendant longtemps à l'Angleterre des ressources économiques sous la menace de s'allier à Hitler (ce qu'il fit en fin de comptes), Castro put en quelque sorte, faire chanter la Russie. Il avait commencé par désorganiser, avec Che Guevara, l'économie du pays en expropriant et en paralysant les seules entreprises industrielles importantes — non seulement nord-américaines, mais françaises, anglaises et d'autres nationalités — qui donnaient lieu, à Cuba, au démarrage de l'économie moderne. Pour fanatiser le plus possible les masses sensibles à certains slogans savamment exploités, il commença la lutte contre les Etats-Unis qui maintenaient avec Cuba des rapports économiques indispensables, particulièrement, en achetant le sucre à un prix 80 pour cent supérieur au prix mondial, et une bonne part du café

exporté. Les ressources du pays en diminuèrent encore. Exploitant la conjoncture politique, Castro se tourna vers les gouvernants de Moscou, qui prirent en charge une partie de l'économie cubaine.

Mais on ne peut trop tirer sur la corde. Le dictateur avait de grandes ambitions. Il voulait faire une politique internationale américaine pour son compte, et même sans se préoccuper de l'opposition des partis communistes des autres pays. Les mouvements insurrectionnels qui éclataient dans tels ou tels pays, les guerres de guérilla furent en partie son œuvre. Toutefois d'autres guérillas, communistes ou non, se heurtaient et se heurtent, à celles organisées par celui qui, comme le plus souvent les dictateurs, s'efforce de compenser ses échecs économiques par la consolidation militaire du régime et par les entreprises guerrières. Castro a promis que Cuba produirait 10 millions de tonnes de sucre pour l'année prochaine. Slogan pour les naïfs. Mais auparavant il avait, toujours avec son ami Che Guevara, décidé de réduire la production sucrière pour étendre la polyculture, et cela n'avait pas donné les résultats escomptés. Toute personne informée des possibilités économiques de Cuba sait que les 10 millions de tonnes de sucre ne se produiront jamais. Et les communistes eux-mêmes le savent aussi.

En fin de comptes, Castro est arrivé à une impasse, car l'U.R.S.S. se fatigue de soutenir le régime à bout de bras, et la conjoncture politique internationale s'étant, pour le moment du moins quelque peu améliorée, elle a de moins en moins besoin du barbu tonitruant. Si l'on tient compte qu'elle lui livre en ce moment cinq millions de tonnes de pétrole par an, sans compter le reste, on comprendra sa fatigue d'autant plus difficile à supporter qu'elle centre ses efforts sur le Viet-Nam.

Alors Castro reprend l'offensive contre les communistes (1). Il flirte avec les pro-chinois. Il emprisonne les leaders moscovites. Chantage à nouveau. Jusqu'où cela ira-t-il ? Nous n'en savons rien. Tout dépend des calculs de politique internationale de Brejnev, Kossiguine et consorts.

**

Mais l'oppression politique totalitariste, policière établie à Cuba par le « caudillo » cubain et ses amis (?) communistes n'en est pas moins odieuse. Des chiffres nous sont parvenus, que le Front Révolutionnaire Démocratique Cubain réfugié aux Etats-Unis, comme d'autres mouvements de résistance antifasciste ont résidé en France — tel le Mouvement libertaire espagnol constitué dans ce pays — a envoyé un référendum sur l'horrible situation totalitaire existant il y a six mois dans ce qu'avec raison notre ami Laguionie appela récemment « l'île concentrationnaire ».

Selon ces chiffres, on comptait, en mai de l'année dernière, 69 318 prisonniers politiques officiellement admis, déclarés ; mais, ajoute la revue libertaire *Reconstruire*, de Buenos Aires. On peut sans crainte parler de 75 000. Le genre d'établissements où sont enfermés les hommes et les femmes victimes du régime do-

minant se compose 1) de prisons, municipales ou provinciales ; 2) de « Granjas — ou fermes — de rehabilitación », qui ne sont que des « camps de rééducation », comme on les appelle en U.R.S.S., ou simplement des camps de redressement, ou plus simplement encore des camps de concentration. Enfin, les camps dits « d'unités militaires », et le bague de l'île de Pinos.

On compte dans la province de Pinar del Rio 7 330 détenus et condamnés ; on en compte 11 348 dans celle de La Havane ; 3 980 dans celle de Matanzas ; 4 760 dans celle de Las Villas ; 30 400 dans celle de Camagüey où se trouve les « Campements » des unités militaires d'aide à la production (Dieu qu'en termes galants ces choses là sont dites !) et 11 498 dans la province d'Oriente.

Le bague de l'île de Pinos, qui avait été largement utilisé par Batista contre les opposants à son régime comptait, à l'époque indiquée, 7 200 prisonniers.

En tout c'est au moins, une soixantaine d'établissements pénitentiaires de différents degrés où les « fermes de réhabilitation » dominent. Au prorata du nombre des habitants de Cuba ce serait comme s'il y avait en France 420 établissements pénitentiaires divers (on peut du reste être sûr que nous en aurions davantage, et plus importants, si les totalitaires moscoutaristes ou maoïstes triomphaient).

Oui, les castristes et tous les totalitaristes du même acabit nous répondrons que les détenus sont des contre-révolutionnaires, des fascistes, des agents de l'impérialisme américain... Mais nous savons que pour ces gens-là tout partisan de la liberté, de la vraie liberté humaine, est un contre-révolutionnaire. Et tout révolutionnaire qui ne se soumet pas à leurs dictature est un agent du capitalisme.

Malgré la faiblesse de l'écho de nos protestations, nous voulons cependant rappeler ces faits dont l'immensité est telle qu'ils désarment la plupart de ceux qui les constatent. La lutte contre le totalitarisme, étrangleur des libertés, et qui changera la terre en un bague s'il n'est pas contenu, est plus que jamais à l'ordre du jour.

Et l'on semble trop l'oublier.

(1) Le procès de la Havane où une quarantaine d'entre eux sont sur les bancs des accusés en sont le témoin.

CONFERENCE EN SORBONNE

Le samedi 23 mars, à 20 h. 45, dans l'Amphithéâtre de Géologie, de la Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin (métro Odéon ou Saint-Michel) Gaston Leval fera une conférence sur le sujet suivant :

PASSE, PRESENT ET AVENIR DE L'HUMANITE.

L'entrée est libre.

LA CIVILISATION DES LOISIRS (1)

Jean-Pierre BELLEC

Pourquoi aujourd'hui pouvons-nous parler d'une civilisation des loisirs ? Pourquoi l'homme dans les sociétés industrielles a-t-il de plus en plus de temps libre ? Vers quelles formes évoluent ces sociétés et que peut-on en attendre ? Allons-nous vers un nouveau type humain, vers l'ère de l'individualisme ou, au contraire, vers l'époque de la fourmilière ? Autant de questions auxquelles nous allons tenter de répondre.

Tout d'abord il nous semble important de définir ce que nous appelons, d'une part *Civilisation des loisirs*, d'autre part ce que nous appelons *travail*. Commençons par le travail.

Il existe deux définitions de ce mot. Aux temps primitifs, le travail n'était pas différencié de la vie. Pour le primitif travailler c'est vivre, c'était l'acte essentiel qui lui permettait de subsister. De nos jours, le travail a acquis un tout autre sens. Quand, pendant neuf à dix heures un ouvrier est enfermé dans une usine, il n'a aucunement l'impression de se réaliser dans son travail. Souvent sa tâche n'est que celle d'un robot. Le travail a perdu son sens noble ; aujourd'hui il est devenu monotonie, et trop souvent, hélas ! abrutissement.

Que devons-nous entendre par civilisation des loisirs ? Avant toute chose disons que cette expression est très mal choisie ; en effet une civilisation ne saurait être basée uniquement sur les loisirs. Sans travail, aucune civilisation n'est possible. Une civilisation des loisirs ne sera pas une civilisation de tout repos mais celle d'une société où le temps libre sera égal sinon supérieur à celui du travail.

Par quoi est rendue possible une civilisation des loisirs ? Par les progrès techniques qui la rendent inévitable. Après la révolution machiniste du siècle dernier, qui permit de remplacer le travail musculaire de l'homme, le travail cérébral lui-même est pris en charge par les « machines à penser ». Les ordinateurs sont actuellement capables de faire fonctionner une chaîne de production sans la moindre intervention humaine. Les progrès foudroyants de l'électronique et de la cybernétique ne feront qu'accentuer cet état de chose. De plus en plus l'homme est appelé à être remplacé par la machine dans tous les domaines de son activité. Ces progrès techniques ont fait et font évoluer le mode de travail. Le travail à la chaîne a fait son apparition au début du siècle, en Amérique, sous le nom de taylorisme (du nom de son créateur Taylor). Un

quart de siècle plus tard, il y eut en Russie le stakhanovisme. Stakhanov était cet ouvrier russe au meilleur rendement, que tous devaient imiter sous peine d'être traités de saboteurs et de contre-révolutionnaires si la production personnelle n'atteignait pas celle de ce héros du travail. Un peu avant, Trotsky avait préconisé et mis sur pied des « armées du travail » dont il parle dans son livre *Terrorisme et Communisme*.

Une évolution plus moderne s'est fait jour après la Seconde Guerre mondiale. Il existe maintenant des psycho-techniciens du travail. Leur tâche consiste à étudier la psychologie de l'ouvrier face à un labeur routinier. Certains d'entre eux sont arrivés à la conclusion suivante : pour que le rendement soit optimal et que le travailleur ne subisse pas de frustration dans sa vie psychique du fait du travail qui lui est imposé, il faut rendre ce dernier tout à fait inconscient. Ceci est important, et nous verrons les conséquences qui en découlent dans le domaine des loisirs.

D'autres causes contribuent à l'avènement d'une civilisation des loisirs. Nous pouvons citer l'allongement de la durée de la vie dont la moyenne est actuellement de 72 ans dans les pays industriels. D'autre part, la femme, moins soumise qu'auparavant aux maternités constantes, qui à 80 % se produisent de 20 à 35 ans, dispose donc d'une période assez prolongée où elle devient aussi un facteur de la production.

Quelles sont les conséquences de ces différents facteurs ? Examinons quelques chiffres. En 1850, aux USA, la semaine de travail était de 70 heures ; cent ans après elle était passée à 40 heures et elle tend maintenant vers les trente heures. Donc, en un peu plus d'un siècle, l'homme aura fait un gain de 40 heures par semaine sur son temps de travail. En Europe ce gain est moins important, mais cependant appréciable. Voici en général comment se répartissent les 168 heures d'une semaine : 60 heures de sommeil, 49 de travail, 29 de temps semi-libre, 30 heures de loisirs complets.

Vers quelles formes évoluent les sociétés industrielles ? Outre le fait indéniable qu'elles sont des sociétés où le temps des loisirs se rapproche du temps du travail, elles sont aussi des sociétés de production et de consommation de masse. Ces trois faits sont étroitement liés entre eux. Pour consommer il faut produire, et par là même

travailler. Donc la consommation freine la diminution du temps de travail. Pour le restreindre il faut soit consommer moins, soit augmenter le taux de productivité. D'après un sondage fait par l'I.F.O.P. en 1963, il semblerait que la première solution ne soit pas envisageable, 60 % des personnes interrogées préféreraient gagner plus, 30 % travailler moins. Il faut choisir entre niveau de vie et genre de vie. La consommation de masse pose un autre problème qui nous semble très grave. Le citoyen s'efface devant le consommateur du temps des loisirs. Il préfère les facilités qu'offre la consommation de masse. Par exemple avoir une voiture, une maison de week-end, la télé, plutôt que de s'intéresser et de participer activement à la gestion de la cité.

Il est à craindre que l'effort de participation ne soit assuré, dans l'avenir, que par un nombre de plus en plus restreint d'individus. De plus, les hommes d'aujourd'hui tendent à se ressembler. A travers cette consommation qui leur est imposée à coup de slogans, et de publicité, ils acquièrent les mêmes besoins, les mêmes goûts. On s'habille de la même façon au Nord ou au Sud, on achète les mêmes disques, on écoute les mêmes idoles. L'originalité disparaît devant la conformité. L'individu est perdu dans la masse qui lui dicte sa conduite. Il doit adhérer aux concepts de celle-ci sous peine de se sentir isolé.

Quels sont ces concepts ? C'est tout d'abord l'interprétation matérialiste du bonheur. C'est la recherche du confort, la télévision, la voiture, les robots ménagers. C'est l'identification aux stars, aux princes et aux idoles du moment. C'est vouloir ressembler le plus possible à l'archétype de l'homme heureux que l'on nous enfonce dans le crâne par les moyens publicitaires. Aujourd'hui, le bonheur consiste à avoir le plus haut standing possible, et cela à tous les échelons de la société, peu importe si derrière cette façade, les valeurs normales sont inexistantes. C'est *paraître* au lieu d'*être* ! Voici ce que dit à ce propos Vanse Rackard (1) : « Nombreux sont les individus qui vivent dans l'angoisse, la crainte, les complexes d'infériorité, engendrés par cette constante préoccupation du niveau social. Ces « obsédés du standing » comme je les appelle, ont pour idée fixe de s'entourer des symboles visibles de la situation à laquelle ils aspirent ».

Cette recherche obsessionnelle du standing contribue à l'aliénation de l'homme moderne. Cette aliénation est encore renforcée par un instrument auquel le Français consacre 16 heures de ses 30 heures de loisirs hebdomadaires : la télévision. Seize heures pen-

DE CHARYBDE EN SCYLLA, OU LA SITUATION EN ALGÉRIE

Alfred LEPAPE

dant lesquelles il ingurgite des programmes insipides, des jeux idiots, des « yé-yés » bêlants et des informations tronquées et truquées par le gouvernement du moment. Tout ceci contribue à abêtir et à stéréotyper des millions d'individus qui voient ces mêmes choses à la même heure. La télé nivelle la culture et entraîne au conformisme. Par son intermédiaire, les loisirs qui sont par nature le temps libre où chacun peut disposer de soi-même pour s'enrichir, par la culture, ou tout autre occupation requérant de l'initiative, deviennent le terrain idéal du conditionnement.

La diminution du temps de travail, qui nous fait envisager actuellement une civilisation des loisirs, ne pourrait-elle pas être utilisée pour une amélioration du mode de travail ?

« Enfin, même si une société ne choisit ni la production ni la consommation au détriment du temps libre, il reste que ce temps libéré pourrait être affecté à la transformation du genre de travail lui-même et non pas au raccourcissement de sa durée. Le travail s'est de plus en plus rationalisé, divisé. Sa cadence s'est accélérée, la chasse au temps mort s'est accentuée. Mais cette évolution est tout à fait contraire aux besoins de la majorité des travailleurs. Ne pourrait-on pas employer le temps dont on disposerait pour détendre le rythme de l'effort, alterner davantage travail et pause, y inclure des activités sociales, culturelles, un temps d'information des travailleurs accru, ou de participation aux projets, de l'organisation, à la gestion soit de l'entreprise, soit des comités d'entreprises, soit des syndicats, soit des associations péri-industrielles ? Cette tendance serait conforme à l'un des rêves du socialisme à la manière de Fourier, qui n'envisageait pas une diminution des heures de travail mais un aménagement de ces heures ».

Cette solution nous paraît raisonnable et surtout humaine. Ce serait redonner un sens au travail et réagir sainement contre la tendance de plus en plus accrue de faire de l'homme un robot.

(1) Synthèse d'un exposé fait au Centre de Sociologie libertaire.

(2) *Les obsédés du standing*, traduit de l'américain, édit. Calmann-Lévy, 1960.

**NOUS PRIONS INSTAMMENT NOS
ABONNÉS QUI CHANGENT DE DOMICILE
DE NOUS ENVOYER LEUR NOUVELLE
ADRESSE.**

(V et fin)

Je reçois avec intérêt depuis quelques mois, des publications en provenance de Paris, qui dénoncent l'emploi de la torture par les policiers algériens. Selon les auteurs de ces protestations justifiées, les séquestrés livrés au bon plaisir du pouvoir et des fonctionnaires du ministère de l'intérieur, et maintenus depuis parfois deux ans, dans un isolement presque total, sans procès, ne bénéficient d'aucune garantie et subissent des sévices. Quelques-uns ont enduré deux mois de tortures : baignoire, traitement à l'électricité, coups de nerf de bœuf, « casque allemand »... Certains souffrent de troubles graves après ces supplices.

Selon le livre *Les torturés d'Hel Harrach*, préfacé par Henri Alleg, jadis lui-même victime d'autres tortionnaires :

« ... Ben Hamza dit dans la salle de tortures à Mohammed Rebah que si pendant la guerre de libération nationale les parachutistes n'étaient pas parvenus à le faire parler, il se faisait fort d'y arriver en utilisant « tous les moyens » et, montrant la baignoire et le fil d'électricité il lui demande : « Tu connais ça ? ».

Selon une brochure (*Qu'est devenu Ben Bella ?*) parue cette année : « ... les « assignés » ont eu pour « résidence », depuis leur « assignation » diverses prisons d'Algérie, à commencer par la trop célèbre « centrale » de Lambèse, en passant par celles de Mondovi, de Berrouaghia, d'Ami Moussa ou d'Aflou, ou encore par les geôles de la caserne des CNS (Compagnies Nationales de Sécurité d'Annaba). Au secret depuis des mois, ils ont été privés de toute possibilité de correspondre avec leurs familles (notamment de novembre 1966 à février 1967). Certains d'entre eux, très malades, ne reçoivent pas les soins nécessaires : Mohammed Harbi, affaibli par une ancienne tuberculose, est menacé de surdité et de la paralysie d'un bras. Bachir Hadj Ali, très ébranlé par les tortures subies au moment de son arrestation, souffre d'un ulcère au duodénum et de troubles cardiaques. Mourad Lamoudi, atteint d'un ulcère risquant à tout moment de se perforer, est dans un état si inquiétant que le médecin de la prison de Berrouaghia demande en vain son transfert d'urgence dans une clinique d'Alger pour une intervention chirurgicale : cette demande est refusée.

« Jacques Salort et William Sportisse sont restés seuls en cellule durant des mois. On sait seulement que le premier d'entre eux — qui a déjà connu la torture et les geôles coloniales — en est arrivé à un tel état de dépression nerveuse qu'il a dû finalement être transféré à l'hôpital de Constantine ».

« Mourad Lamoudi a 26 ans. Arrêté au mois de septembre suivant pour son attachement aux institutions légales de l'Algérie, il fut particulièrement torturé. Durant deux mois, il est resté dans un caveau souterrain, a subi le « casque allemand », fut battu à tel point à coups de nerf de bœuf qu'aujourd'hui, le nerf optique lésé, il est en voie de perdre l'œil droit... ».

Il convient de protester contre de pareils procédés. Mais encore est-il bon de dire que

la torture est employée là-bas, depuis les premiers jours de l'indépendance (et même avant) et qu'aucune des honteuses techniques précitées ne fut jamais négligée par les spécialistes.

Je condamne de toutes mes forces de pareils procédés, très généralisés, quelles qu'en soient les victimes. Comment qualifier les monstres qui s'adonnent à de pareilles pratiques ? Nous devons les réprouver, comme jadis nous le fîmes pour d'autres méprisables violences de l'un et l'autre camp.

Que les bonnes âmes qui se lamentent uniquement sur les malheurs des Occidentaux, oubliant les camps soviétiques et l'esclavage subsistant en Orient, lisent les lignes suivantes : « Début d'août 1963, les gendarmes nous amenèrent au centre Moissons nouvelles où j'enseignais, un garçon de onze ans, devenu fou après son passage entre leurs mains et qui hurlait de terreur, sifflant comme une bête, croyant que nous voulions aussi le torturer. Il est anormal pour toute sa vie.

« La même année, un de mes élèves fut arrêté sans preuve, battu pour lui arracher des aveux, relaxé sans la moindre excuse, du sang séché au coin des narines, n'étant pas le voleur recherché (et pourquoi l'aurait-il été, bon sang ?) ».

Ah ! le beau « socialisme » que voilà, dont les sicaires se targuent de faire mieux que les parachutistes de Bigeard et où les enfants eux-mêmes sont les proies de véritables monstres sadiques et obscènes.

CONCLUSIONS

Voilà ce que j'avais à dire au sujet de l'Algérie. Mon opinion est partagée aujourd'hui par la presque totalité des Algériens non inféodés au régime, et que des amis musulmans sont heureux que je fasse connaître.

Il faut arracher le masque d'une énorme imposture.

Combien est regrettable cet engouement pour quelques dictateurs parce que leurs régimes sont étiquetés « socialistes » ! A moins que ce ne soit le cliquetis des armes et un certain exotisme, qui n'enivrent que des aventuriers en chambre (oh ! combien) ou qui, comme ces chiens de Pavlov, mis en conditions, ne salivent, que lorsque le désire le maître de la propagande, soucieux de stratégie mondiale.

La confusion des idées atteint des sommets vertigineux.

Mais, camarades, la honte que nous devrions avoir n'est-elle pas provoquée au contraire par le fait qu'au nom de principes libertaires certains encensent, plus ou moins, les pires totalitarismes ? Il est bien temps, après coup, de dire que l'on n'avait pas voulu cela ou de noyer le poisson, en parlant d'étape nécessaire.

Il faut crier la vérité dès aujourd'hui. Il n'est pas vrai que le malheur des peuples soit une étape utile sur la route de leur émancipation.

Hélas, je crains, qu'une intoxication bien organisée de l'opinion publique, n'amène encore d'intenses agitations au nom d'un révolutionnarisme de mauvais aloi, qui veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes

et la dictature des colonels parvenus pour un progrès dans la marche de l'humanité. Et les morts s'accumuleront de plus en plus, dans les rizières et les djebels, pour du vent, pour le plus grand profit des totalitarismes, et en particulier du totalitarisme rouge.

Pourtant l'opinion publique de gauche s'émerveillera encore ; certains « anarchistes » crieront aussi leur « engagement ».

Il faut réagir ! Il faut lutter contre cette marée de stupides confusions qui nous submerge de toutes parts.

J'atteste que le régime actuel qu'il subit, est une régression pour le peuple algérien. Que ceux qui ne croient pas, aillent faire un petit tour là-bas et ouvrent bien les yeux. Mais qu'ils se gardent bien d'énoncer d'imprudentes appréciations, car quoique surchargées, les prisons du pays peuvent encore les loger quelque temps, avant qu'ils ne soient jetés dehors s'ils peuvent s'en tirer à si bon compte !

Nous devons nous définir nettement dans le contexte du monde actuel, avec un sens profond du réel, en pleine connaissance de cause. Si un choix doit être fait, que ce soit en faveur de la solution la moins totalitaire possible, avec la volonté de la rendre de plus en plus démocratique, sinon libertaire (encore faut-il respecter le sens des mots). Mais pas le contraire ! Car qui s'honore en préférant les bourreaux ?

Quoi qu'il en soit, que chacun sache que les articles de presse en faveur d'un « socialisme algérien », ne provoquent que l'hilarité méprisante des travailleurs nord-africains. Car, eux, qui ont dû quitter leurs foyers pour assurer la pitance de leurs proches ou qui chôment ; eux, les victimes d'un état des choses déplorable dont ils connaissent trop la triste réalité, ils la trouvent de très mauvais goût, cette plaisanterie !

CENTRE DE SOCIOLOGIE LIBERTAIRE

Le Centre de Sociologie Libertaire continue de se développer. Nos abonnés ou sympathisants qui désirent prendre contact pour prendre part à ses travaux peuvent s'adresser à Jacques Toublet, 21, avenue du Colonel-Fabien, Saint-Cyr-l'Ecole (78-Yvelines).

ANTICIPATIONS RETROSPECTIVES LES VUES CONSTRUCTIVES DE JAMES GUILLAUME

Julien MAILLET

I

Après le congrès de La Haye (1872) où Bakounine et James Guillaume furent frauduleusement expulsés de l'Internationale, l'Internationale antiautoritaire continua ses études. En 1876, paraît la brochure de James Guillaume sur l'organisation sociale. C'est un plan complet sur la reconstruction après la révolution. James Guillaume et son ami Michel Bakounine se disaient collectivistes et opposaient ce terme à communisme. Ce n'est que plus tard, avec les anarchistes communistes, que l'idée du communisme libertaire fut adoptée.

Dans son livre *les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, Pierre Besnard se reconnaît comme un disciple de James Guillaume et dit simplement avoir modernisé son plan d'organisation sociale.

Ces deux penseurs rêvent de créer un monde de producteurs dans lequel chacun participerait à la production. Le thème de leur reconstruction sociale est la juxtaposition de deux organismes fédérés à chaque niveau de la pyramide sociétaire : localités avec localités, régions avec régions, pays avec pays... l'un réunissant les individus en tant que producteurs, l'autre les associant sous leur aspect de consommateurs et de « citoyens ». Les producteurs, gérant eux-mêmes la production : eux-mêmes c'est-à-dire sans intermédiaires, par conseil librement élu par tous les travailleurs de l'usine, propriétaires de leur travail produit ; la production étant orientée et développée dans un sens donné par l'organisme des producteurs fédérés aux mandataires des consommateurs (l'union locale des syndicats et la commune, la Confédération des syndicats avec la Fédération des communes), devient sociale, c'est-à-dire les produits sont fabriqués pour répondre aux besoins de la société en général et non pour « faire du profit » aux possesseurs de capitaux ; enfin, la commune organe de représentation des consommateurs

et des citoyens s'occupera d'assistance sociale, de sécurité, de travaux publics, d'échanges, de répartition, d'hygiène et d'éducation.

Il nous semble que ce schéma réussit à lier les trois aspects de l'homme en société — producteur, consommateur et citoyen — sans les opposer.

**

C'est en 1876, à La Chaux-de-Fonds, que parut l'essai de James Guillaume *Idées sur l'organisation sociale*. Il fut réédité en 1921 par la Bibliothèque du travail. Le texte en avait été copié à la main par Pierre Monatte (cela pour la petite histoire).

James Guillaume est né le 16 février 1844 à Londres d'un père suisse et d'une mère française. Son grand-père y avait fondé, en 1815, une maison d'horlogerie. Il suit des études brillantes en Suisse, est reçu professeur d'histoire à 24 ans. En 1866, devenu socialiste sous l'influence des internationaux de La Chaux-de-Fonds, il fonde au Locle, avec Constant Meuron, vieux militant révolutionnaire, une section de l'Internationale. En 1869, il fait la connaissance de Bakounine qui exercera une grande influence sur lui. Jusqu'en 1878, il ne vécut que pour l'Internationale. Il rédigea le journal *La Solidarité*, organe des collectivistes de la Fédération romande, puis *le Bulletin*, de la Fédération jurassienne. Comme à cette époque un militant révolutionnaire ne pouvait vivre comme professeur, il subsistait chichement au moyen de traductions. Condamné à la prison à la suite d'une affaire politique, il ne trouva plus aucune occupation. En 1878, il se rend à Paris ; il vivra en France jusqu'à la fin de sa vie, s'occupant de divers travaux historiques et géographiques. Sur le soir de sa vie, le syndicalisme révolutionnaire de la C.G.T. lui laissa entrevoir une résurrection des idées de l'Internationale antiautoritaire.

James Guillaume présente sa brochure comme une synthèse. C'est lui qui en a écrit

la trame ; puis il a fait circuler son projet parmi ses amis qui l'annotèrent, le corrigèrent, précisèrent certains points. Son ouvrage est la somme de toutes ces réflexions diverses.

**

« La réalisation des idées contenues dans les pages qu'on va lire, nous prévient-il, ne peut s'obtenir qu'au moyen d'un mouvement révolutionnaire ».

En effet, bien que les situations sociales évoluent lentement, bien que cette transformation ne s'opère que graduellement, les rapports de production ne se modifiant que progressivement, les idées nouvelles ne pénétrant que lentement les masses, c'est une action brutale, brusque qui doit briser le carcan des anciennes institutions et préluder à la naissance du monde nouveau.

« Au bout d'un certain temps, la contradiction devenant toujours plus sensible entre les institutions sociales, qui se sont maintenues, et les besoins nouveaux, un conflit est inévitable : une révolution éclate... Il y a donc deux faits successifs, dont le second est la conséquence nécessaire du premier : d'abord, la transformation lente des idées, des besoins, des moyens d'action au sein de la société ; puis quand le moment est venu où cette transformation est assez avancée pour passer dans les faits d'une manière complète, il y a la crise brusque et décisive, la *révolution* (1) qui n'est que le dénouement d'une longue *évolution* » (1).

Il est donc inutile de préparer un plan de campagne révolutionnaire ; la révolution ne s'opère pas selon un thème préconçu mais sous l'impulsion incontrôlable de forces auxquelles nul ne commande.

Il nous semble bien qu'ici James Guillaume fasse erreur. Si les grands ébranlements sociaux sont à peu près imprévisibles et imprévus (février 1917 en Russie, 1936 en France,...), si les masses ne se lèvent jamais au moment

où les intellectuels le voudraient, il n'est pourtant pas inutile de prévoir des organismes de coordination et de gestion qui canaliseront la force populaire et remplaceront la gestion capitaliste. James Guillaume, à notre avis, fait trop confiance à la spontanéité. Lors des soulèvements, l'impact des masses reste trop négatif ; il faut détruire mais surtout reconstruire ; il faut occuper les usines mais surtout les faire tourner.

Il est nécessaire de préparer les ouvriers à la gestion, sinon l'Etat « populaire » et son cortège d'exploitation et d'iniquités apparaîtra et prendra la production en main.

James Guillaume est évidemment partisan de l'action directe avant la lettre. Ouvriers et paysans ne doivent pas attendre une hypothétique décret d'un lointain gouvernement révolutionnaire. Il est nécessaire de détruire un certain nombre d'institutions « ... suppression radicale du gouvernement, de l'armée, des tribunaux, de l'église, de l'école (2), de la banque et de tout ce qui s'y rattache ». Ce sera le côté négatif de la révolution.

Mais en même temps « la révolution aura un côté positif : c'est la prise de possession des instruments de travail et de tout le capital par les travailleurs ».

James Guillaume commence par analyser ces diverses phases chez les travailleurs des champs. Contrairement à ce que prétend la propagande bourgeoise, dit-il, les socialistes — les « partageux » — ne veulent nullement enlever sa terre au paysan. L'exploitant qui cultive lui-même sa propriété n'a rien à craindre. La révolution ne lui enlèvera pas ses champs et ses prés ; au contraire, elle lui en assurera la propriété et lui fournira les moyens de les cultiver (3).

Toujours dans ce domaine, il est simplement question d'exproprier « les nobles, les bourgeois, le clergé », c'est-à-dire essentiellement les propriétaires terriens qui ne cultivent pas eux-mêmes leurs domaines. Ceux-ci seront ensuite donnés aux véritables et légitimes propriétaires : ceux qui les font fructifier.

Lors d'une révolution bourgeoise et politique et d'une réforme agraire, le nouveau gouvernement annonçait sa volonté par des décrets. Il fallait attendre son ordre et, une fois celui-ci venu, obtempérer sans discussion ni murmure : « Le décret était affiché dans les communes et le préfet, les tribunaux le faisaient exécuter ».

Mais, lors de la prochaine révolution socialiste « dès que le tocsin de la Révolution aura sonné, agissez, comme l'ont fait les paysans français en 1789, sans attendre les ordres de personne. Prenez possession de vos terres ».

Cela sera également vrai pour les ouvriers des villes ; ils ne devront pas attendre décrets et décisions mais prendre directement possession des moyens de production et du capital.

**

Terre, usines, capital en main, comment s'organiseront les travailleurs ?

Les paysans se trouveront dans deux positions : un certain nombre qui cultivaient auparavant un lopin de terre le conservent ; le plus grand nombre, cultivateurs de grands domaines,

le cultivent en commun. L'essentiel est que la terre appartienne à ceux qui la cultivent. Evidemment les agriculteurs devront se pencher sur le problème de la meilleure exploitation possible ; c'est une question d'organisation interne de la commune. Dans une région qui, avant la révolution, aura été un territoire de petits propriétaires et où le sol sera peu propice à la grande culture, il est possible que pendant longtemps la terre reste divisée en petites parcelles. Simplement les valets de ferme qui aidaient le propriétaire seront devenus ses associés. Les paysans étant organisés collectivement dans la commune, au moins pour vendre leurs produits, pour acheter ou louer des machines, s'aidant pour divers grands travaux, Guillaume pense que peu à peu des habitudes coopératives et communautaires remplaceront le vieil ordre des choses.

En revanche, pour les régions de grande culture, il pense qu'il faudra tout de suite appliquer les procédés de grande exploitation en commun ; dans le futur, une spécialisation, une industrialisation des cultures s'imposeront.

L'organisation administrative de base de la société sera la commune, mais les travailleurs agricoles géreront à leur gré leurs exploitations :

« La gérance de la communauté, élue par tous les associés, pourra être confiée soit à un seul individu, soit à une commission de plusieurs membres. Il sera même possible de séparer les diverses fonctions administratives et de remettre chacune d'elles à une commission spéciale. La durée de la journée de travail sera fixée non par une loi générale appliquée à tous les pays, mais par une décision de la communauté elle-même ».

Le système de rémunération variera selon la décision de la communauté.

« Les produits du travail poursuit James Guillaume appartiennent à la communauté et chaque associé reçoit d'elle, soit en nature, soit en monnaie d'échange, la rémunération du travail accompli par lui. Dans quelques associations, cette rémunération sera proportionnelle à la durée du travail ; dans d'autres elle sera en raison à la fois de la durée du travail et de la nature des fonctions remplies ».

Le principe idéal dont doit s'approcher le plus possible la société future, « de chacun suivant ses forces, à chacun selon ses besoins », ne pourra se réaliser que dans un lointain futur, mais une fois cette abondance existant « on ne mesurera plus d'une main scrupuleuse la part qui revient à chaque travailleur ; chacun pourra puiser dans l'abondante réserve sociale » (4).

« En attendant, c'est à chaque communauté de déterminer elle-même, pendant la période de transition, la méthode qu'elle croit la plus convenable ».

Les anticipations de Guillaume concernant le monde paysan sont particulièrement pertinentes. Si on peut émettre quelques réserves sur sa confiance en la spontanéité constructive révolutionnaire, on se doit d'applaudir au principe des collectivisations en liberté. Elles éviteraient les erreurs sanglantes qu'ont commises les bolcheviks, ou la décollectivisation après plusieurs années de politique collectiviste,

comme en Pologne. Quant au régime intérieur, étant soumis au central des mandants, on peut penser qu'il serait libre et égalitaire, en tous les cas perfectible.

- (1) Souligné par James Guillaume.
 (2) N.D.L.R. Naturellement il s'agit de l'école officielle telle qu'elle ex.s.a.t. On le verra plus loin.
 (3) C'est exactement la thèse de Kropotkine dans *Le Conquête du Pain*. (N.D.L.R.).
 (4) Disons que cet aspect de l'anticipation de James Guillaume nous paraît très discutable. Ce qui n'empêche pas qu'il soit très utile de connaître l'ensemble de sa pensée. (N.D.L.R.).

NOS BUTS

Par humanisme libertaire, nous n'entendons pas une vague philosophie en marge des problèmes concrets que posent la vie sociale et l'évolution de l'humanité, mais une pensée vivante et une activité pratique pour la création d'une civilisation nouvelle. Il s'agit, certes, d'instaurer l'égalité économique, mais il s'agit aussi d'élever notre espèce à plus de bonheur et de dignité grâce à une éthique qui permettra de reconstruire la société pour et par l'homme. Le combat que nous menons est donc à la fois de caractère moral, intellectuel et matériellement constructif ; il vise à l'immédiat comme au lointain avenir.

NOUS AVONS EN VENTE

- Problèmes contemporains : *L'homme dans l'industrie*, par Jacques Bouyé. Une expérience passionnante par 5 000 ouvriers, par Laureano Riera. *Balobar, une collectivité agraire en Espagne*, par Gaston Leval, 120 pages, 5 F.
Éléments d'éthique moderne, 105 pages, par Gaston Leval, 4 F.
Pratique du socialisme libertaire, 82 pages, 3,50 F.
Le chemin du socialisme, 2 F.
Le monde nouveau, par Pierre Besnard, 3 F.
Les joies et les fruits de la lecture, par Roger Hagnauer, 200 pages, 7 F.
L'Enfance en croix, par Gaston Leval, 224 pages, 7 F.
Psychanalyse du marxisme, par Mathilde Niel, 225 pages franco, 13,90 F.
Pages choisies d'Ernestan (Valeur de la liberté, le Socialisme contre l'autorité, Socialisme et Humanisme), 192 pages, 6,70 F franco.
U.R.S.S., un Etat patron tout puissant, par Zemliak, 192 pages, 8,70 F franco.
L'Humanisme Libertaire, par Gaston Leval, 48 pages de texte serré, franco, 3,60 F.

Faites-nous
 des abonnés
 et n'oubliez pas
 VOTRE
 REABONNEMENT

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : 8 F. - Etranger : 10 F. - L'exemplaire : 0,70 F.

Demandes et mandats à : Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, 91-BIEVRES (Essonne) - C.C.P. Paris 5935 - 17

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14^e)